

République tchèque, Slovaquie, Roumanie et Bulgarie), les trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) et la Slovénie, désormais tous membres de l'UE, se sont affranchis de l'APD. Néanmoins, la Roumanie et de la Bulgarie devraient continuer à bénéficier de prêts d'APD.

Dans chacun de ces pays, qui se sont fixé comme objectif national l'adhésion à l'UE, le développement économique progresse à un rythme assez régulier. Aussi, la JICA prévoit d'y

déployer des projets d'aide tirant parti de ses propres compétences et susceptibles de produire l'impact le plus large en termes de développement, afin que ces pays puissent réaliser au plus vite leurs objectifs d'adhésion à l'UE et d'émancipation de l'APD.

La coopération technique ciblera les enjeux identifiés comme prioritaires par la JICA et le pays partenaire. La JICA privilégiera les projets susceptibles d'être gérés par des initiatives locales et d'avoir un impact bénéfique

sur l'ensemble de la région. De tels projets comportent généralement des activités de formation et de coopération ultérieure. De plus, la JICA s'appuiera de plus en plus sur des programmes alliant coopération technique, prêts d'APD et collaboration avec des institutions partenaires afin de créer des synergies. Toutes ces mesures tendent vers le même but : maximiser l'efficacité de nos programmes d'aide actuels.

Exemple

Bulgarie

Projet de développement de nouveaux terminaux à conteneurs dans les ports de Varna et Bourgas

Partenariat public-privé (PPP) pour créer des synergies entre les réseaux de transport terrestre et maritime

Varna et Bourgas, les deux grands ports internationaux de Bulgarie, accueillent l'essentiel du trafic de fret du pays. Ce projet vise à faire du port de Varna, près de l'embouchure du Danube, un port de transbordement pour le transport de marchandises par voies navigables intérieures, notamment vers des pays d'Europe centrale comme la Hongrie et la Slovaquie. Le port de Bourgas, grand port de la mer Noire le plus proche du détroit du Bosphore, devrait devenir un port de transbordement capable d'accueillir de grands navires porte-conteneurs. Ce

projet jouera un rôle clé dans le développement d'un site occupant une position géographique importante dans le contexte plus global de l'essor du transport maritime en mer Noire.

Le volume de fret en conteneurs réalisé dans les pays d'Europe orientale, dont la Bulgarie, connaît le rythme de croissance le plus élevé au monde. Si le volume annuel cumulé de fret en conteneurs dans les ports de Varna et de Bourgas s'élevait à 58 000 EVP* en 2001, il a plus que doublé pour atteindre 120 000 EVP en 2006. En 2015, la demande cumulée dans ces deux ports devrait être multipliée par 3,5, passant ainsi à environ 700 000 EVP. Il est donc urgent d'aider la Bulgarie à s'équiper de nouveaux terminaux à conteneurs pour augmenter les capacités et éviter tout goulet d'étranglement susceptible de freiner la croissance régionale. Ainsi, en août 2008, le Japon a passé avec la Bulgarie un contrat portant sur un prêt d'APD d'un montant total de 36 932 millions JPY, pour financer le projet de développement de nouveaux terminaux à con-

teneurs dans les ports de Varna et Bourgas.

Côté terrestre, ces deux ports sont séparés l'un de l'autre par le massif des Balkans, ce qui rend le transport de marchandises par camions totalement inefficace. Le réseau routier bulgare compte deux grands axes qui relient la capitale, Sofia, aux ports de Bourgas et de Varna. À l'avenir, le développement de ces nouveaux terminaux portuaires devrait donc entraîner une amélioration importante des réseaux de transport terrestre et maritime bulgares. Si les prêts d'APD du Japon concernent l'aménagement des nouvelles installations portuaires, le développement des infrastructures de transport terrestre s'appuiera sur des fonds publics bulgares et sur des subventions européennes. La Bulgarie mise sur les futures synergies qui naîtront entre les réseaux de transport terrestre et maritime.

Les projets de développement portuaire se caractérisent notamment par leur recours au partenariat public-privé (PPP). Concrètement, les installations portuaires demeureront propriété de l'État, leur exploitation étant confiée au secteur privé. En s'appuyant sur des compétences privées pour exploiter et entretenir ces installations sur une période de 15 à 30 ans, ce projet vise à améliorer la gestion des activités portuaires. Par cet arrangement, les opérateurs issus du secteur privé généreront des profits, et l'État percevra des redevances pour l'utilisation de ses installations.

À Varna comme à Bourgas, les terminaux à conteneurs, les installations liées à la sécurité portuaire et les grues seront financés par les prêts d'APD, de même que les voies d'accès au port et les services de conseil nécessaires pour accompagner l'essor du transport maritime de marchandises dans ce pays.

* EVP est l'abréviation d'« équivalent vingt pieds », unité généralement utilisée pour mesurer la capacité des navires porte-conteneurs – en les convertissant en autant de conteneurs de 20 pieds de long.



Le terminal à conteneurs

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

■ Bulgarie

Soutien à l'infrastructure économique et création de nœuds logistiques internationaux

Située dans l'est de la péninsule des Balkans, la Bulgarie possède des frontières communes avec plusieurs pays membres de l'Union européenne et avec la Turquie, notamment. Longtemps empêtré dans des difficultés économiques, ce pays enregistre depuis 2000 une croissance économique sta-

ble, grâce à des mesures de stabilisation financière et à des politiques de taux d'intérêt faibles. Ceci dit, la mutation de l'industrie n'a pas suivi la même courbe. Ce décalage s'explique en partie par l'insuffisance des capacités de transport et de logistique, qui ne permettent pas de faire face à la demande. Un prêt d'APD d'origine japonaise avait déjà permis le financement du projet d'extension du port de Bourgas. Or, l'essor rapide du trafic fret nécessite la

mise à disposition de capacités supplémentaires. Un nouveau projet d'APD (prêt) a donc été lancé durant l'exercice 2008, pour permettre le développement d'un terminal à conteneurs et l'aménagement des installations et équipements connexes (voir page 41). Ce nouveau projet augmentera substantiellement la capacité de fret international, ce qui devrait nettement renforcer la compétitivité de la Bulgarie au sein de l'économie mondiale.

Exemple

Bosnie-Herzégovine Modernisation de l'enseignement des TI dans un lycée de Mostar

Apprentissage des TI au service de l'intégration scolaire, facteur de réconciliation interethnique
Dans l'ancienne Yougoslavie, tous connaissent le lycée de Mostar, qui comptait parmi les meilleures écoles d'enseignement secondaire du pays. Cet établissement se trouve dans la ville de Mostar, qui fut le théâtre de combats d'une violence inouïe entre Croates et Musulmans (bosniaques) durant la guerre de Bosnie, au début des années 1990. Aujourd'hui, des impacts de balles sont toujours visibles sur la façade de ce bâtiment.

Après la fin du conflit, les autorités ont mené une politique d'intégration scolaire pour les deux principaux groupes ethniques représentés. Malheureusement, les classes et les programmes scolaires

sont restés séparés. Soucieuse de consensus, la communauté internationale a demandé la mise en place d'une éducation intégrée fondée sur des programmes scolaires communs. Ces classes mixtes auraient été porteuses d'espoir, en offrant de nouvelles bases pour l'édification d'une société multi-ethnique harmonieuse. Or, dans les faits, les matières qui cristallisent les désaccords entre les groupes ethniques, comme l'histoire et la géographie, rendent presque impossible ce type d'intégration. C'est pourquoi la JICA a décidé de focaliser ses efforts sur l'apprentissage des TI. Elle s'est donc attelée à l'élaboration et à la mise en place d'un programme moderne d'enseignement des TI.

Concrètement, des conseillers en TI issus des deux communautés ont participé à l'élaboration d'un nouveau manuel scolaire, en s'inspirant d'un livre utilisé en cours d'informatique par les lycéens japonais. Ce programme commun devait servir de base pour l'enseignement dans des classes mixtes

(d'un point de vue ethnique). Les 193 élèves inscrits en première année du lycée devaient suivre des cours conformes au nouveau programme. Or, la salle d'informatique existante possédait du matériel obsolète, ne permettant ni l'accès à Internet ni l'échange de courrier électronique. Les élèves ont donc dû choisir entre des classes séparées, dotées de vieux ordinateurs et d'un programme de cours dépassé, et des classes intégrées bénéficiant de matériel dernier cri et de cours d'informatique entièrement remodelés. Tous les intéressés ayant opté pour un apprentissage commun, des classes mixtes ont vu le jour. Les cours de TI ont rencontré un grand succès. Les lycéens ont créé leur propre site Web, et l'actualisent régulièrement.

Facultatif lors de sa mise en application initiale en 2006 (activités parascolaires), ce programme est devenu ensuite partie intégrante du cursus régulier. Il a connu un tel retentissement que le gouvernement bosnien a demandé son extension aux trois groupes ethniques. Les enseignants de la République serbe de Bosnie (Republika Srpska) ont eux aussi demandé à ce qu'il entre officiellement en vigueur dans leurs établissements. Ainsi, le manuel élaboré avec l'aide de la JICA sera utilisé sur tout le territoire de la Bosnie-Herzégovine.

Forte de ce succès initial, la JICA a requalifié ce programme pour en faire un projet de coopération technique en vraie grandeur à compter de l'exercice 2008, et elle travaille actuellement à la conception d'un programme de cours pour les élèves de deuxième année. Jusqu'ici, seuls les première classe disposaient d'un programme commun ; ils devaient de nouveau se scinder en deux l'année suivante. Difficile, dans de telles conditions, d'instaurer durablement un environnement d'apprentissage intégré ! On espère que ce programme intégré, une fois disponible pour tous les niveaux d'enseignement, servira de modèle à d'autres initiatives. Ainsi, la JICA considère les cours de TI comme un levier important de la réconciliation interethnique.



Les classes intégrées rassemblent les différents groupes ethniques dans le cadre d'un programme d'enseignement commun.

■ Bosnie-Herzégovine

Efforts en faveur de la réconciliation des trois groupes ethniques

La Bosnie-Herzégovine est l'une des six entités qui composaient l'ancienne République fédérale socialiste de Yougoslavie. Ses habitants appartiennent à trois grands groupes ethniques, qui ont en commun des origines slaves et parlent des langues très similaires. Lorsque l'ancienne Yougoslavie a commencé à se disloquer, des conflits interethniques violents mettant aux prises Musulmans (Bosniaques), Serbes et Croates ont éclaté. Après la fin des affrontements armés, un système faisant

coexister deux entités parallèles a vu le jour sur le territoire de l'État bosnien. Chacune des deux entités administratives forme pour ainsi dire un État dans l'État. Ainsi, la Bosnie-Herzégovine comprend d'une part la Fédération de Bosnie et Herzégovine, peuplée essentiellement de Croates et de Bosniaques (Musulmans), d'autre part la République serbe de Bosnie (Republika Srpska), où vivent principalement des Serbes de Bosnie. Ces deux communautés continuent à fonctionner selon des systèmes administratifs et éducatifs distincts.

La JICA déploie des efforts pour aider

l'État bosnien à consolider la paix, à reconstruire les économies locales et à faire avancer la réconciliation inter-ethnique.

Parmi les projets ayant permis un certain rapprochement des trois groupes ethniques, citons la mise en place de programmes scolaires intégrés dans les lycées (voir page 42) et un projet de coopération technique axé sur le développement agricole et rural à assise communautaire.

Exemple

Bosnie-Herzégovine

Renforcement de la confiance dans la région de Srebrenica par un développement agricole et rural impliquant la communauté

Surmonter les rivalités ethniques pour créer ses propres moyens d'existence

À première vue, la ville de Srebrenica en Serbie, dans la partie orientale de la Bosnie-Herzégovine, offre un cadre rural idyllique. Or, il n'y a pas si longtemps, cette région a connu de terribles affrontements entre Serbes et Musulmans. Ce conflit s'est soldé par la destruction de nombreux villages, et a culminé avec le massacre tristement célèbre de plus de 8 000 hommes et adolescents musulmans en juillet 1995. À la suite de cette tragédie, de nombreux habitants de la région ont pris la fuite et sont restés loin de chez eux pendant de longues années.

En 2002, les personnes déplacées ont commencé à rentrer. Parmi elles figurent d'innombrables femmes chefs de famille, beaucoup d'hommes ayant été tués pendant la guerre. Si les deux groupes ethniques se partagent le même espace géographique, la méfiance et l'animosité persistantes ont entraîné une séparation presque totale des

deux communautés. Les moyens de subsistance de ces populations demeurent précaires, notamment parce que les terres agricoles sont longtemps restées à l'abandon. Par conséquent, la priorité numéro un est de relancer les bases de l'activité économique locale et d'aider les habitants à réhabiliter leurs moyens d'existence.

Dans cette perspective, la JICA a envoyé un expert du développement rural dans la région de Srebrenica. Ce dernier a travaillé de concert avec les résidents pour relancer la production agricole biologique (agriculture « bio »), auparavant l'un des fondements de l'économie locale, et permettre aux résidents de redevenir autonomes sur le plan économique. Les deux groupes ethniques ont participé conjointement aux activités de formation technique et aux travaux agricoles. L'ambition de ce programme était d'instaurer un dialogue et de renforcer les interactions entre les deux communautés.

La sélection des participants au programme s'est faite en respectant l'équilibre entre Serbes et Musulmans. Des discussions entre résidents locaux ont permis de choisir les produits à cultiver, en fonction de leur faisabilité technique, de leur potentiel commercial et de leur aptitude à générer des revenus satisfaisants sur le long terme. Pâturages, légumes, fraises et herbes aromatiques comptent parmi les neuf catégories de cultures et produits

ayant été retenus. Cinq ONG locales ont pris part à ce projet visant à rétablir l'économie agricole, et des cultivateurs locaux ont dispensé des conseils techniques.

Les deux groupes ethniques n'ont pas tardé à participer collectivement à la formation et aux opérations agricoles. Ces activités communes leur ont permis de tisser peu à peu des relations de confiance, et des amitiés ont pris naissance autour des cafés partagés à la fin des sessions de formation. Par ailleurs, les participants ont commencé à faire preuve d'initiative en envisageant le développement de nouvelles cultures, dont les champignons.

Les produits agricoles issus de ce projet ont été estampillés « Dons de la Drina » (rappelons que Srebrenica se trouve dans la vallée de cette rivière), et les deux groupes ont proposé de les vendre en Serbie et à Sarajevo. De nouvelles initiatives sont aujourd'hui en cours, dont la production sous serre (ou sericulture) et la création de nouveaux emplois dans les installations de traitement locales. Les autorités locales ont en outre demandé l'extension du périmètre concerné par le programme. Comme on peut le constater, les initiatives de la JICA favorisent peu à peu l'émergence de communautés réintégrées en Bosnie-Herzégovine.



Vente de produits locaux : fines herbes, rakia (eau-de-vie de fruits) et miel



Salades cultivées sous serre



Abondante récolte de fraises